150 familles relogées à Médéa

Après avoir vécu des années dans la précarité et la privation, 150 familles défavorisées bénéficient de logements neufs avec toutes les commodités requises pour une vie décente.

En effet, deux opérations de relogement ont eu lieu mercredi dernier dans deux communes du sud de la wilaya.

Ainsi, 80 ménages à Chahbounia ont bénéficié de logements neufs situés dans le pôle urbain et au niveau d'autres sites de ladite agglomération.

Par ailleurs, et à Aziz cette fois-ci, commune distante de 100 km du sud du chef-lieu de la wilaya, 70 familles ont quitté leurs habitations précaires pour des logements flambant neuf sis dans le pôle urbain de leur ville.

Cette action de déménagement s'est déroulée, a-t-on appris, dans de bonnes conditions et sans entrave au bonheur des nouveaux acquéreurs qui ont rompu définitivement avec les contraintes d'un quotidien autrefois difficile.

M. L.

PROJET DE LA PÉNÉTRANTE DE BÉJAÏA

Une quarantaine de sous-traitants en colère

Plusieurs dizaines de sous-traitants travaillant pour le compte de l'entreprise chinoise CITIC-CRCC chargée de la réalisation de la pénétrante de Béjaïa, sont en colère. Pour cause : le retard dans le traitement des situations dont certaines datent de plusieurs mois, et qui se chiffreraient à des milliards de centimes.

Selon un de ces sous-traitants qui nous a contacté par téléphone, cette situation a poussé les dizaines de sous-traitants issus de plusieurs wilayas du pays et qui louent à leur tour des centaines de camions privés et autres matériels comme les bennes, les Cases et les Poclins, à observer une journée de protestation samedi dernier en fermant carrément le portail de la base vie de cette entreprise basée à Ath Bouâli, dans la commune d'Ath-Mansour, à 50 kilomètres à l'est de Bouira.

Durant cette journée de protestation, l'intervention du chef de la brigade de la gendarmerie de M'chédallah qui a contacté les responsables de l'entreprise chinoise, a pu dénouer la situation temporairement puisqu'un rendez-vous avec les responsables de cette entreprise a été fixé au jeudi dernier.

Jeudi, jour du rendez-vous, les sous-traitants, une quarantaine environ, venus de Bouira mais également de Béjaïa, Bordj-Bou-Arréridj et M'sila, se sont retrouvés sur les lieux mais point de responsables de la direction générale de cette entreprise.

Aussi, face à cette situation, les sous-traitants n'avaient d'autres choix que de fermer à nouveau la base de cette entreprise vers midi, après le retour des travailleurs de l'entreprise vers leur base en fermant le portail et en leur interdisant de quitter les lieux à 13 heures.

Pendant toute l'après-midi, un seul responsable venu de la sous-direction basée dans la région d'Akbou a essayé de prendre contact avec les protestataires mais sans pouvoir répondre à leurs besoins, à savoir un engagement écrit sur la date du payement de leurs situations. La situation est restée telle quelle pendant toute la journée, sans aucun résultat.

A 17 heures, et devant cette impasse, les sous-traitants, rappelle notre interlocuteur qui fournit à l'entreprise chinoise du tout-venant en louant une quinzaine de camions et deux Cases et qui possède une situation de 1,3 milliard de centimes d'impayés, ont quitté les lieux mais avec la ferme intention de revenir à la charge aujourd'hui samedi en procédant à la fermeture de la base dès les premières heures de la matinée et de rester sur les lieux autant de jours ou de semaines qu'il faudra, et ce, jusqu'à ce que les responsables de l'entreprise CITIC-CRCC prennent leur responsabilité en s'engageant par écrit, sur un calendrier de payement de toutes les situations impayées.

Y. Y.

AÏN-TÉMOUCHENT

Les habitants réclament des logements ruraux

Les habitants des 150 logements de la commune de Aïn-Tolba ont, dans une pétition, demandé aux autorités locales de revoir la liste des bénéficiaires de logements ruraux et d'annuler la liste qui a été affichée la semaine dernière.

Ces citoyens relatent dans leur lettre signée par 28 habitants qu'ils vivent dans une situation difficile en raison de l'exiguïté des logements de type F1 qu'ils occupent depuis plusieurs années, eux qui sont des chargés de famille et ayant sous leurs toits de nombreuses personnes entre cinq à sept. Une situation qui contraint certains d'entre eux à dormir dans la cuisine.

Ces habitants disent qu'ils sont au courant de la décision des pouvoirs publics visant la régularisation de leurs cas car les logements de type F1 ne conviennent nullement aux familles algériennes connues par le nombre élevé de leur progéniture, raison pour laquelle ils demandent aux services communaux de leur permettre de se désister de ces logements pour pouvoir bénéficier de logements ruraux plus spacieux. Depuis plus de deux années, ils ont été surpris de voir seulement 6 cas de leur quartier dans la liste des logements ruraux affichée le 11 janvier 2016. Les responsables locaux n'ont même pas daigné leur donner des explications quant à leur non-présence dans ces listes.

Ces citoyens sont consternés de ne pas voir leurs noms figurer sur ces listes, où des noms de personnes non concernées ou d'autres qui ne sont pas dans le besoin eu égard à leur situation y figurent. Pourtant, ils ont des attestations émanant de la CNL et approuvées par les autorités de la wilaya mais dès l'affichage des dernières listes, ils ont été étonnés de ne pas y figurer, raison pour laquelle ils s'adressent cette fois-ci aux autorités concernées par voie de presse, pour faire entendre leurs voix en vue d'être régularisés comme l'ensemble des Algériens.

S. B.

MOSTAGNEM

Les travailleurs de l'ADS exigent le départ de leur directeur

L'ensemble de l'effectif du personnel de la Direction sociale de Mostaganem a tenu un sit-in jeudi dernier au niveau du siège de l'ADS. Ils contestent les décisions du directeur qui, selon eux, soumet les employés à des mesures coercitives unilatérales.

Colère et consternation : les travailleurs de l'ADS exigent le départ de leur directeur et n'ont décidé de reprendre le travail qu'après son départ. Ils qualifient le comportement de leur premier responsable d'indigne et d'abus de pouvoir.

Rencontrés au niveau du hall de la direction, les protestataires, parmi eux un grand nombre de femmes, accusent leur directeur de prendre des décisions comme bon lui semble et de gérer l'administration à sa guise. Ils révèlent même des dépassements graves comme le recrutement sans transparence et les promotions internes.

Enfin, pour trouver une solution à cette situation, la tutelle a envoyé 2 inspecteurs ce jeudi pour s'enquérir de la situation et trouver une médiation entre les deux parties dans une rencontre en présence du directeur et des membres de la section syndicale.

A l'heure où nous mettons sous presse, la situation reste toujours tendue. Nous y reviendrons.

A. B.

RELIZANE

Une ville en mal de propreté

La salubrité publique est mise à mal par certains commerçants de la ville de Relizane.

Ces vendeurs jettent des déchets sur les trottoirs et la chaussée, enlaidissant de ce fait les rues de la ville qui sont déjà dans un état déplorable (trottoirs défoncés, regards béants,...).

L'amoncellement de ces détritus jetés pêle-mêle provoque, en conséquence, l'émanation de mauvaises odeurs qui indisposent les passants et autres habitants les lieux. Ces derniers doivent toujours faire attention de ne pas marcher sur les déchets. Les cafetiers, les bouchers, les restaurateurs, eux aussi, rajoutent à la tristesse des lieux leurs touches tragiques. En plus des ordures, ils déversent également des eaux usées sur les trottoirs.

En effet, des flaques d'eau noirâtres se forment, ici et là, d'où se dégagent des odeurs nauséabondes. Les automobilistes doivent rouler au ralenti pour ne pas éclabousser les eaux sales sur les piétons. Ces derniers, quant à eux, doivent faire attention où mettre les pieds, de peur de patauger dans ce liquide boueux, véritable nid à mouches et autres insectes.

L'APC de Relizane, à travers un communiqué rendu public, a appelé ces commerçants à respecter l'hygiène publique (…) en mettant les détritus dans des sacs poubelles pour faciliter leur évacuation par les éboueurs.

Reste à espérer que ce communiqué remédiera à ce problème qui a trop duré.

A. Rahmane

SIDI BEL-ABBÈS

2 semaines de grève des étudiants de 3e année en sciences et technologie

Depuis le début de janvier, les étudiants de 3e année de la Faculté des sciences et technologie observent un mouvement de contestation en boycottant les cours pour amener l'administration à se pencher sur leur revendication principale, à savoir bénéficier de stages pratiques au niveau des entreprises.

Ce mouvement de contestation n'est pas inédit pour ces étudiants, car il y a plus de 2 mois, ils avaient boycotté les cours en observant un sit-in pour la même cause, sans résultat. Mais l'administration est intransigeante au sujet de cette revendication impossible à satisfaire. Les stages pratiques ne sont pris en charge par l'université que pour les étudiants en Master et cela au niveau de toutes les universités du territoire national comme le stipule le canevas.

Le recteur qui déclare respecter ce canevas a proposé aux contestataires de prendre en charge des visites sur le terrain mais pas des stages pratiques.

Une proposition qui est loin de satisfaire les étudiants qui exigent des stages pratiques sur le terrain pour se former. La contestation n'est pas près d'un épilogue.

A. M.